

Caisse de Prévoyance et de Retraite des Notaires

43, avenue Hoche 75008 PARIS



MARCHE PUBLIC n° 2025-006

Marché de prestations d'assistance et de conseil financier

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Table des matières

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – DISPOSITION GENERALES	3
2.1 Objet de la consultation	3
2.2 Procédure	3
2.3 Forme	3
2.4 Allotissement et décomposition en tranches.....	4
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRIORITE	4
3.1. Ordre de priorité des pièces contractuelles.....	4
3.2. Conservation des documents.....	5
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	5
4.1 Formes des notifications et informations	5
4.2 Représentation de l'acheteur.....	6
4.3 Représentation du titulaire	6
4.4 Conduite des prestations par personne nommément désignée.....	6
4.5 Cotraitance et défaillance du mandataire.....	7
4.6 Sous-traitance	7
4.7 Obligations de collaboration, d'information et de conseil du titulaire	8
4.8 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire	8
4.9 Obligation de respecter les consignes de la CPRN quant à la présentation des livrables.....	8
4.10 Obligations de résultat.....	9
ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 6 – ASSURANCES	17
ARTICLE 7 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	17
ARTICLE 8 – EMISSION DES BONS DE COMMANDES POUR LA PARTIE A PRIX UNITAIRES.....	18
ARTICLE 9 – PRIX	18
9.1. Nature et contenu des prix	18
9.2. Variation dans les prix.....	19
ARTICLE 10 : PENALITES	21
10.1. Pénalités de retard	21
10.2. Pénalités pour absence à une réunion.....	22
10.3 Pénalités liées à la sous-traitance des prestations.....	22
10.4 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles ...	22
ARTICLE 11 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	22
ARTICLE 12 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	23
ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	26
ARTICLE 14 : RESILIATION	26
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES	27
15.1 Langue	27
15.2 Droit applicable	27
15.3 Règlement des litiges	27
ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-PI	27

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'ACHETEUR

Organisme de Sécurité sociale, la CPRN doit, en vertu de l'article L. 124-4 du code de la Sécurité sociale, respecter les garanties prévues en matière de marchés de l'Etat pour les modes de passation et les conditions d'exécution de ses marchés, dans les conditions de l'arrêté interministériel du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018) portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

La CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES a pour mission d'administrer les régimes d'assurance vieillesse obligatoires institués au profit de la Profession :

- le régime d'assurance vieillesse de base,
- le régime d'assurance vieillesse complémentaire (constitué en 2 sections),
- le régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux Notaires du Ressort des Cours d'Appel de Colmar et Metz,
- Le régime Invalidité Décès

Les régimes de retraite sont constitués en répartition avec des réserves destinées à lisser les évolutions démographiques et de revenus des affiliés.

ARTICLE 2 – DISPOSITION GENERALES

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet les prestations d'assistance et de conseil financier.

Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent accord-cadre.

2.2 Procédure

La présente consultation est organisée selon un appel d'offres ouvert tel que définie aux articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

2.3 Forme

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché dit composite.

Il comprend une partie à prix global et forfaitaire et une partie à prix unitaires. La partie à prix unitaires est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant de 150 000 € HT sur toute la durée du marché conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et les articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code la commande publique.

Pour la partie à prix unitaires, les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires stipulées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) aux quantités réellement commandées et exécutées.

Il est à noter qu'aucune prestation sur la partie à bon de commandes ne peut être exécutée en l'absence d'un bon de commande dûment signé par l'Acheteur. A défaut, les prestations exécutées ne pourront donner lieu à aucun paiement.

Il appartient au Titulaire d'accuser réception de chaque bon de commande par tous moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

L'absence d'accusé réception de la part du Titulaire ne reporte pas le délai d'intervention qui lui a été fixé.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, Il appartient également au Titulaire de formuler ses observations relatives au bon de commande préalablement à la fourniture des prestations dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire devra accuser réception du bon de commande qui lui est transmis par l'acheteur. A défaut d'accusé de réception de la part du titulaire 2 jours ouvrés après l'envoi du bon de commande, celui-ci est réputé reçu par le titulaire après ce délai.

En l'absence d'observations, il est réputé avoir accepté l'ensemble des termes du bon de commande et ne peut invoquer une quelconque difficulté d'exécution pour refuser de mener à bien son intervention ou de demander un supplément de prix.

En cas d'observations formulées par le Titulaire, l'Acheteur pourra rectifier le bon de commande pour apporter toutes précisions nécessaires, et notamment pour modifier les délais d'exécution, le nombre ou la nature des prestations ainsi que les modalités précises d'intervention du Titulaire.

Il est à noter que les bons de commande ne peuvent avoir pour effet de modifier les obligations contractuelles de l'une ou l'autre des parties. Ils visent à en préciser les modalités d'exécution et à les adapter aux contingences résultant de l'exécution du marché, ou à adapter le périmètre du marché par rapport à l'évolution du patrimoine de l'acheteur.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des prestations directement nécessaire à la parfaite exécution de la mission, et notamment le transport, le stockage, l'outillage, le matériel, les moyens de protection, l'organisation des équipes intervenantes, l'information des occupants, l'obtention des clefs, etc.

L'exécution des prestations sur bordereau de prix unitaires sera traitée sur la base de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'Acheteur.

2.4 Allotissement et décomposition en tranches

Le présent marché n'est pas alloti, ni décomposé en tranche.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRIORITE

3.1. Ordre de priorité des pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les documents contractuels du marché sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- a) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (le Bordereau de Prix unitaires et la décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- b) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- c) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- d) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 Bien que non matériellement joint au marché, il est réputé connu du titulaire qui ne pourra pas se prévaloir de sa méconnaissance contre la CPRN.
- e) Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- f) L'offre technique du titulaire.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

3.2. Conservation des documents

Les originaux des pièces contractuelles du marché qui seuls font foi, sont conservés dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

4.1 Formes des notifications et informations

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, la notification au Titulaire des décisions ou informations du Pouvoir Adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé à l'adresse postale du Titulaire mentionnée à l'acte d'engagement ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques à l'adresse email du Titulaire mentionnée à l'acte d'engagement ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

4.2 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification du marché au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le Pouvoir Adjudicateur.

4.3 Représentation du titulaire

Dès la Notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché, sous réserve d'acceptation par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché, comme une modification au sein de l'équipe dédiée par exemple.

4.4 Conduite des prestations par personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent (par dérogation à l'article 3.4.3 CCAG-PI).

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI. A défaut de proposition de

remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations, objet du marché, par un ou plusieurs intervenants de compétences et de qualification adaptées aux besoins de la CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES. Le titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, il s'engage pendant toute la durée de la mission notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins de l'acheteur ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de l'homogénéité des équipes, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté.

4.5 Cotraitance et défaillance du mandataire

Conformément à l'article 3.5 du CCAG-PI, dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'entreprises, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la Notification de la mise en demeure par le Pouvoir Adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

4.6 Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI, le Titulaire du marché, qui veut sous-traiter une partie des prestations, demande au Pouvoir Adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'en agréer les conditions de paiement. L'agrément de tout sous-traitant du Titulaire donne lieu à l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance, établi sur le modèle gouvernemental DC4.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire et à chacun des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché fait connaître au Pouvoir Adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le Titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au Pouvoir Adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure du faire par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire encourt une pénalité telle que détaillée à l'article 10 du présent CCAP.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

4.7 Obligations de collaboration, d'information et de conseil du titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer sans délai à la CPRN les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l'ensemble.

Les parties s'engagent mutuellement à se communiquer toutes les informations et/ou événements et/ou documents qui seraient utiles pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil renforcée. À ce titre, il doit fournir spontanément à la CPRN l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'oblige à informer sans délai la CPRN de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations.

Les conseils à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à la CPRN.

4.8 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail et au règlement intérieur de l'établissement.

La CPRN se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

4.9 Obligation de respecter les consignes de la CPRN quant à la présentation des livrables

Dans le cadre de sa remise de livrable le titulaire doit recueillir les consignes de la CPRN et il s'engage à les respecter.

Ces consignes pourront porter sur la présentation des documents (charte graphique) et leur structure interne (décomposition en parties, sous-parties, mentions à insérer, etc.).

Avant la remise de ses livrables, le titulaire prend donc attache auprès de la CPRN afin d'obtenir ses instructions. Il est précisé que le titulaire pourra également être invité à présenter des modèles de livrables.

A défaut de s'y conformer, le livrable sera considéré comme non livré, la CPRN pouvant appliquer les pénalités de retard.

4.10 Obligations de résultat

Au titre du présent marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Si en cours de prestation, une difficulté apparaissait, la nécessaire collaboration des parties les engage à alerter au plus vite l'autre partie et à se concerter pour mettre en place la solution la mieux adaptée dans les meilleurs délais.

4.11 Conflits d'intérêts

Toute situation pouvant donner lieu à conflit d'intérêt ou suspicion de conflit d'intérêts affectant le titulaire dans ses obligations vis à vis de la CRPN doit être rapporté à cette dernière sans délai.

4.12 Indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Être parfaitement indépendant et autonome, notamment financièrement et dans ses organes d'administration, à l'égard des sociétés de gestion, de tous véhicules de placement, ou toute autre entité, de quelque nature que ce soit, intervenant ou susceptible d'intervenir dans la commercialisation, la gestion ou les fournitures de biens ou de services à la CPRN en ce qui concerne ses placements mobiliers ainsi que les filiales ou société mère de l'ensemble des entités précitées;
- Ne pas avoir de parts ou actions dans l'ensemble des entités précitées;
- Exécuter les prestations et à conseiller la CPRN en toute transparence et Indépendance.
- Le titulaire s'engage à ne pas avoir, durant les trois années précédentes au marché, encaissé de rétrocession de commission ou tout autre flux financier, de la part de sociétés de gestion de portefeuilles, et ce, que cela soit relatif à une sélection de véhicule financier ou à toute autre prestation réalisée pour le compte de sociétés de gestion de portefeuilles.
- Durant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à ne pas recevoir de rétrocession de commission ou tout autre flux financier, et ce, que le ou les flux soient relatifs à une sélection de véhicules financiers pour le compte d'investisseurs institutionnels ou toute autre prestation réalisée pour le compte de sociétés de gestion de portefeuilles.

A défaut, le marché pourra être résilié pour faute sans préavis, sans préjudice de toutes actions indemnitaires.

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux renseignements, aux informations et/ou au contenu des documents qui lui ont été remis, d'une part, dans le cadre de la consultation, et d'autre part, dans le cadre de l'exécution du marché conformément à l'article 5 du CCAG-PI.

Il ne peut être transmis à une tierce personne, sauf accord exprès de la CPRN. Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants sont tenus à une stricte obligation de discrétion et de secret professionnel.

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants s'engagent à ne pas divulguer, directement ou indirectement, à quelque personne que ce soit, tout ou partie des informations et documents, de toute nature et sur tout support, concernant la CPRN et auxquels ils auraient accès dans le cadre du présent accord-cadre, que ceux-ci leur aient été communiqués par la CPRN ou qu'ils en aient eu connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations.

Si le titulaire se trouve dans l'obligation légale ou réglementaire de divulguer une information confidentielle à des tiers, la CPRN en serait immédiatement et préalablement informé, étant précisé que le titulaire prendra toutes mesures afin de limiter le contenu de ces informations au strict minimum permettant de satisfaire à cette obligation.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer la présente clause de confidentialité à son personnel et à ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Le non-respect de cette confidentialité peut entraîner l'application de la pénalité évoquée à l'article 10 du présent CCAP, voire à une résiliation du présent marché pour faute du titulaire.

Au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire pourrait être amené à prendre connaissance d'informations à caractère confidentiel de l'acheteur.

Eléments visés

Sont considérés comme revêtant un caractère confidentiel, au sens du présent marché, les informations de toute nature, techniques, financières, comptables, administratives, tous plans, études, audits, toutes informations concernant les salariés de l'acheteur toutes données, quelle qu'en soit la forme ou le support, incluant sans limitation les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque et communiquées au titulaire ou celles dont ce dernier aurait pu avoir connaissance du fait de la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre, ou par tout autre moyen, se rapportant directement ou indirectement à l'accord-cadre ou à l'activité du titulaire.

Par dérogation à l'article 5.1.4 du CCAG-PI, cette obligation de confidentialité s'applique à tous les documents qui ont été communiqués par l'acheteur, et ce sans qu'il soit nécessaire que lesdits documents aient été expressément identifiés comme confidentiels.

Confidentialité relative au marché

Le titulaire s'engage à respecter strictement le caractère confidentiel de toute information relative au présent accord-cadre et à ses modalités, et à ne jamais en faire communication à un tiers, directement ou indirectement, partiellement ou totalement.

Le titulaire s'engage de même à faire respecter cette obligation de confidentialité aux employés susceptibles de prendre connaissance, au cours de leur activité, de toute information relative au marché.

Le titulaire s'engage, conformément à l'article 1120 du code civil, au respect par ses préposés dûment autorisés et ses sous-traitants de l'engagement de confidentialité exposé ci-dessus. Le non-respect de ces obligations expose le titulaire à la résiliation de l'accord-cadre, le tribunal compétent fixant les indemnités dues par le titulaire.

Confidentialité relative à la CPRN

Le titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance de l'acheteur, quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à n'effectuer un nombre de copies, reproduction ou duplication totale ou partielle des informations confidentielles, que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution de sa mission.

Exceptions

Le titulaire pourra faire état de l'exécution de cet accord-cadre au titre de ses références professionnelles. Toute autre communication au sujet du présent accord-cadre et de son exécution devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit de l'acheteur.

L'engagement de confidentialité ne s'applique pas :

- Aux informations entrées dans le domaine public en l'absence de toute faute imputable au titulaire ;
- Aux informations déjà connues du titulaire antérieurement, pour les avoir reçues d'un tiers de manière licite ;
- Aux informations divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une décision judiciaire imposant cette divulgation.

Protection des données à caractère personnel – Obligations du titulaire en sa qualité de sous-traitant du responsable de traitement

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « **le RGPD** »), le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance tel que mentionnée ci-avant ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement

européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement ;

3. Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

6. le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Tout sous-traitant ultérieur sera tenu de respecter les obligations du présent document et notamment les instructions du responsable de traitement. Le sous-traitant doit s'assurer que le sous-traitant ultérieur choisi, présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent contrat, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés.

7. fournir, au moment de la collecte des données, aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

8. contribuer à l'exercice des droits des personnes. Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

9. notifier les violations de données à caractère personnel. Après accord du responsable de traitement, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Cette notification devra se faire par courrier électronique à l'adresse suivante :

ContactDPO@cprn.fr

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des mesures prises, engagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité ;
- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installations et opérations concernées ;
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel ;
- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité :

- A déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- A décider si cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- A formaliser le contenu de ladite notification ;
- A réaliser la notification proprement dite à la CNIL.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par le présent document et au RGPD.

Suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

10. aider le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données prévues à l'article 35 du RGPD. Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle (article 36 du RGPD).

11. mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires au respect du RGPD, à savoir notamment :

- la pseudonymisation, le chiffrement des données à caractère personnel, le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel, le chiffrement des données à caractère personnel en transit, le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données, un dispositif de détection des violations de données à caractère personnel et la mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement pendant toute la durée de la mission. Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Concernant la **sécurité des données**, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté pour la protection des données à caractères personnel.

Ces mesures techniques et organisationnelles doivent tenir compte de la doctrine de la CNIL et du Référentiel Général de Sécurité (RGS) et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

❖ Engagements de sécurité

Le sous-traitant s'engage expressément à :

- Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design) ;
- Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement ;
- Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet ;
- Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre du marché ;
- Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité ;
- Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients ;
- Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation ;
- Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par le présent marché ;

- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant l'exécution du marché.

12. renvoyer, au terme du marché, toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou renvoyer les données à caractère personnel au titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant (article 30 du RGPD) :

- l'identification des parties prenantes du traitement ;
- la finalité du traitement ;
- la conservation des données ;
- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées. Sur demande expresse et spécifique du responsable de traitement, le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, celles prévus au point 11 ci-avant.

Cette liste est non exhaustive.

15. mettre la documentation nécessaire à la disposition du pouvoir adjudicateur pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le sous-traitant sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. A ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

Le sous-traitant est responsable du traitement des données personnelles pendant toute la durée de la mission.

En cas de non-respect par le titulaire de l'article 5 du présent CCAP, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire conformément au point « J) » de l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire s'engage à être couvert, à compter de la notification du marché et pendant toute la durée de celui-ci, par les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des Prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa notification au titulaire.

Les délais d'exécutions particuliers relatifs aux prestations sont précisés dans le CCTP, éventuellement amélioré par le soumissionnaire et accepté par l'acheteur.

Les prestations forfaitaires ne peuvent excéder la durée du marché. Le calendrier prévisionnel des commissions des placements est transmis au titulaire par la CPRN dès que celui-ci a été arrêté par les membres de la Commission.

S'agissant de la partie à bons de commande :

Chaque bon de commande définira les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité du marché.

La date limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites aux articles 28 et 29 du CCAG.PI.

Le dépassement des délais prévus pour l'exécution des prestations, sans accord préalable exprès de la CPRN, peut entraîner l'application des pénalités de retard prévues à l'article 10 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 8 – EMISSION DES BONS DE COMMANDES POUR LA PARTIE A PRIX UNITAIRES

Chaque bon de commande comportera à minima les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre (numéro du marché, date de notification),
- La date et le numéro de bon de commande (numéro, date d'émission),
- La description de la prestation (ou des prestations) à réaliser et éventuellement les profils de l'équipe souhaités (référence au numéro porté au bordereau de prix unitaires),
- Les prix unitaires et les quantités commandées,
- Le calendrier d'exécution (dates de début et de fin et/ou délais d'exécution),
- Le lieu d'exécution des prestations,
- Le montant hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant TTC.

ARTICLE 9 – PRIX

9.1. Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont mixtes, ils comprennent une partie globale et forfaitaire qui couvre l'ensemble des prestations définies au CCTP. Ils comprennent également une partie à prix unitaires qui couvre les prestations définies au BPU.

Les stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG-PI sont applicables. Le prix est réputé comprendre tous les frais afférents à la demande.

Il inclut notamment les frais éventuels de déplacement du titulaire et le coût de la main d'œuvre.

Le Titulaire est réputé avoir complètement évalué et valorisé les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer l'évaluation insuffisante.

Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres

dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations sur bon de commande seront rémunérés par application de prix unitaires fixés au Bordereau de prix unitaires (BPU) commandées au fur et à mesure des besoins.

9.2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9.2.1. Révision des prix

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire de la notification du marché, les nouveaux prix, tenant compte de la révision des prix. Il sera transmis conformément aux dispositions relatives aux communications indiquées supra. À défaut de la réception dans les formes et les délais voulus, le prix de la période précédente connue s'appliquera. Après vérification du calcul, la CPRN notifiera son accord par écrit au titulaire suivant les modalités de notification prévues au présent CCAP.

9.2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois fixant la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M0), et est le mois de mai 2025.

9.2.3. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de notification du marché et donc à compter de la deuxième année.

$$P = P0 \times (0,15 + (0,85 \times (In/I0)))$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;

P0 = prix initial au moment du mois M0 ;

I0 = Indice Syn (Syntec) au moment du mois M0 ;

In = Indice Syn (Syntec) au moment du mois Mn de la demande de révision

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué en arrondissant au millième supérieur.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Clause butoir et de sauvegarde :

Les nouveaux prix révisés ne pourront pas dépasser 3% d'augmentation par rapport au prix initiaux, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

En cas d'augmentation des prix supérieurs à 3%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie de l'accord-cadre restant à exécuter.

9.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

9.2.5 Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Le remboursement de l'avance s'effectuera dès la première demande de paiement.

9.2.6 Etablissement et transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement trimestrielles précisent impérativement les références suivantes :

- La date de la demande de paiement ;
- Le numéro d'identifiant unique de la demande de paiement ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN ;
- Les références du bon de commande le cas échéant ;
- L'adresse de demande de paiement ;
- Le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée ;
- Toute autre information utile au paiement.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception de la demande de paiement :

CPRN

9.2.7 Modalités de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, les délais de paiement sont fixés à 30 jours.

En cas de retard de paiement, il est fait application des articles R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 : PENALITES

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-PI sont applicables sous réserve des stipulations suivantes.

Le montant des pénalités ainsi établies pourra venir en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante.

Le cas échéant, en tant que de besoin, le versement des pénalités peut être effectué par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

10.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10 % du montant du marché ou du bon de commande. Il peut aller jusqu'à 25% du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison de la prestation, prévu par les documents du marché ou dans chaque bon de commande sur la base du devis du Titulaire, est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt par jour calendaire de retard, et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 300 €.

10.2. Pénalités pour absence à une réunion

En cas d'absence du titulaire à une réunion nécessaire à la réalisation d'une prestation, il subira une pénalité de 300 € pour chaque absence.

Le titulaire sera considéré comme absent :

- en cas d'absence non justifiée au minimum 24 heures avant la date de la réunion ;
- si la personne chargée de le représenter est insuffisamment au courant de la mission en cours.
- En cas de retard de plus de 30 minutes

10.3 Pénalités liées à la sous-traitance des prestations

Comme indiqué à l'article 4.6 du présent CCAP, le Titulaire a la possibilité de sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées, sous réserve de la validation d'un dossier de déclaration de sous-traitance.

En cas de non-déclaration d'un sous-traitant, le Titulaire encourt une pénalité égale à 300 € par jour calendaire de retard jusqu'à remise d'une déclaration établie en bonne et due forme.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au Pouvoir Adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception d'une mise en demeure de faire par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard jusqu'à transmission des documents demandés.

10.4 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles

Ce sont les dispositions du CCAG-PI qui s'appliquent.

ARTICLE 11 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 28 du CCAG-PI, les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au Pouvoir Adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les Prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 28.4.1 du CCAG-PI, quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont en toute hypothèse à la charge du titulaire, notamment dans le cas d'opérations de vérifications qui sont exécutées dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur avise le Titulaire, au minimum deux (2) jours avant la date prévue, des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, la CPRN peut décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire. Cette décision fera l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant résiliation du marché.

ARTICLE 12 – CLAUSES DE REEXAMEN

En cours d'exécution du marché, un avenant peut être conclu pour les motifs ci-dessous listés et selon les modalités ci-après indiquées.

❖ Limites à la conclusion d'avenant

Aucune modification du présent marché ne peut intervenir sans la conclusion préalable d'un avenant, signé entre les parties.

En toutes hypothèses, les modifications apportées au présent marché ne peuvent avoir, ni pour objet ni pour effet, d'apporter des changements substantiels, susceptibles de remettre en cause les conditions de passation du présent marché.

❖ Clause de réexamen relative à l'augmentation du montant maximum de la partie à prix unitaires

Lorsque 90 % du maximum de la partie à prix unitaires a été atteint, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire. Dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de ce signalement, les parties pourront conclure un avenant, sur le fondement de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique afin de modifier à la hausse le maximum annuel en euros hors taxe de cette partie dans la limite de 50 % du maximum initial, dès lors que cette augmentation est justifiée.

Le montant maximum modifié n'est applicable qu'après notification par le pouvoir adjudicateur de l'avenant signé par les deux parties au titulaire.

❖ Clause de réexamen relative à la non-exclusivité permettant le recours à des prestataires extérieurs à l'accord-cadre pour la réalisation de certaines prestations (pour la partie à prix unitaires).

L'accord-cadre, par sa nature, établit une relation contractuelle privilégiée entre le Pouvoir Adjudicateur et le(s) Titulaire(s) pour la fourniture de prestations décrites dans le contrat.

Toutefois, en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire appel à des prestataires extérieurs à l'accord-cadre dans les cas suivants :

- Prestations spécifiques ne pouvant être satisfaites dans les conditions de qualité, de délai, ou de coût par le ou les titulaires de l'accord-cadre.
- Besoins urgents ou exceptionnels pour lesquels le ou les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent garantir une réponse adéquate.
- Innovations ou évolutions technologiques nécessitant des compétences ou des équipements non disponibles chez le ou les titulaires de l'accord-cadre.

Pour chaque recours à un prestataire extérieur, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à respecter les principes de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique sauf cas dûment justifiés permettant le recours à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence (articles R. 2122-1 à R. 2122-11 du Code de la commande publique).

Le recours à des prestataires extérieurs à l'accord-cadre ne pourra excéder 20% du montant maximum de la partie à prix unitaires.

❖ Clause de réexamen pour le remplacement du titulaire

En complément de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, la présente clause est applicable lorsque le titulaire déclare qu'il n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles et demande son remplacement provisoire ou définitif par un tiers.

En cas de groupement, le tiers proposé par l'un des cotraitants est réputé avoir été accepté préalablement par l'ensemble des membres du groupement.

Ce tiers est soumis à l'acceptation préalable de l'acheteur au vu de son aptitude à assurer la poursuite de l'exécution du marché dans les conditions contractuelles convenues. A cette fin, le titulaire produit les justificatifs suivants concernant ce tiers :

- l'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent marché pour l'analyse des candidatures ;
- les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion de la commande publique définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

En cas d'acceptation de l'acheteur, un avenant entérine la substitution de ce tiers ainsi que la part du marché qui lui est dévolue. Il précise notamment la durée du remplacement lorsqu'il n'est que provisoire.

Qu'il soit provisoire ou définitif, ce remplacement n'entraîne aucune modification des conditions contractuelles autres que celles qui résultent nécessairement de cette substitution de titulaire (identité et représentants du tiers, coordonnées, références bancaires). Le tiers substitué reprend purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du titulaire résultant du présent marché à la date d'effet de la substitution.

❖ Clause en cas de résiliation du marché

La présente clause vise à définir les modalités selon lesquelles l'acheteur pourra, conformément aux articles R.2194-1 et R.2194-6 du Code de la commande publique, en cas de résiliation du marché, faire appel à l'opérateur économique initialement classé en deuxième position lors de l'analyse des offres pour l'attribution du marché et sans nouvelle mise en concurrence. En cas d'échec à conclure avec cet opérateur, l'acheteur pourra solliciter le soumissionnaire immédiatement classé après et ainsi de suite jusqu'à la conclusion de l'avenant.

Tous les cas de résiliation du marché prévues au présent CCAP et au CCAG PI peuvent donner lieu à l'application de la présente clause.

Cette substitution s'effectuera dans le respect des conditions initiales du marché et aux tarifs proposés par le nouvel opérateur à l'issue de la procédure de mise en concurrence en tenant en compte le cas échéant de la formule de révision prévue dans le marché.

L'acheteur et le nouvel opérateur économique concluront un avenant au marché initial afin de formaliser le transfert des obligations contractuelles. Cet avenant précisera les modalités d'exécution du marché, les ajustements éventuellement nécessaires et les conditions financières.

La décision de substitution de titulaire et la conclusion d'un avenant feront l'objet d'une notification formelle aux parties concernées et d'une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

En cas de résiliation aux frais et risques, le titulaire initial n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à la poursuite de l'exécution sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article dédié. L'avenant est transmis pour information au titulaire défaillant.

Par ailleurs, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas d'utilisation de la présente clause, un état des lieux des prestations exécutées est effectué après notification de l'avenant.

Un décompte de substitution du marché, qui remplace le décompte général, est arrêté par décision du maître d'ouvrage et notifié au titulaire.

Ce décompte comprend, au débit du titulaire, les sommes versées à titre d'avance et d'acompte, la valeur des moyens confiés au titulaire qu'il ne peut restituer, le montant des pénalités, et le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un nouveau marché aux frais et risques du titulaire.

Au crédit du titulaire, le décompte inclut la valeur contractuelle des prestations exécutées, les montants des rachats ou locations, et le cas échéant, les indemnités résultant de l'application des articles pertinents.

Le décompte de substitution ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du marché repris par le nouveau titulaire pour l'achèvement des missions. Une liquidation

provisoire des comptes du titulaire initial du marché pourra être effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur.

❖ Adaptation du marché aux évolutions des besoins du maître d'ouvrage

Lorsque des adaptations au présent marché sont rendues strictement nécessaires pour son exécution, un avenant est susceptible d'être conclu entre les parties.

Ces adaptations peuvent notamment porter sur les points suivants :

- Retrait de prestations initialement prévues au marché et devenues sans objet
- Ajout de prestations non initialement prévues mais en lien avec l'objet du marché.

ARTICLE 13 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les dispositions du CCAG-PI s'appliquent.

ARTICLE 14 : RESILIATION

Les dispositions des articles 36 et suivants du CCAG-PI sont applicables.

Le présent marché peut être résilié :

- Pour événement extérieurs au marché dans les conditions mentionnées à l'article 37 du CCAG-PI ;
- Pour événements liés au marché dans les conditions mentionnées à l'article 38 du CCAG-PI, par dérogation à l'article 38.2 du CCAG-PI, lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3, aucune indemnité ne sera versée au titulaire ;
- aux torts du titulaire, au titre de l'article 39 du CCAG-PI et dans les conditions prévues ; la CPRN se réservant le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI ;
- en vertu des dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail. Par suite, si, au cours de l'exécution du présent marché, la CPRN est informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 dudit code, celle-ci enjoint le titulaire de faire cesser sans délai toute infraction. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la CPRN, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis un terme à la situation délictuelle en cause. A défaut, le présent marché peut être résilié sans indemnités aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 27 du CCAG-PI

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

ARTICLE 15 : DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Langue

En application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules la correspondance et les documents (notamment documentation technique, rapports comptes rendus) relatifs à l'exécution du marché rédigés en langue française sont valables au plan contractuel entre les parties.

15.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Toute contestation entre les parties, prenant une forme contentieuse, portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent accord-cadre, est portée par la partie la plus diligente devant le Tribunal judiciaire de Paris.

15.3 Règlement des litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations conformément aux dispositions du CCAG-PI. Toutefois, par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, en cas de différend, le titulaire devra communiquer le mémoire à l'acheteur dans un délai de 30 jours. Par ailleurs, par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, c'est le tribunal judiciaire de Paris qui sera compétent.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du présent CCAP	Objet	Articles du CCAG
2.3	Bons de commande	3.7.2
3.1	Documents contractuels	4.1
4.4	Personnes nommément désignées	3.4.3
5	Confidentialité	5.1.4
9.2.2	Révision des prix	10.2.4
10	Pénalités	14
11	Constatation de l'exécution des prestations	28
14	Résiliation	38 ; 40
15	Différends	43